

I'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
10 mars 1976

N° 445

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
N° 47 291

Fonction publique

UNE «JOURNÉE D'ACTION» QUI NE REPOND PAS A LA COMBATIVITE DES TRAVAILLEURS

Editorial p.3

ESSOR DU MOUVEMENT ETUDIANT

Nanterre:

Le Conseil d'Université
a cédé

(p.3)

PAYS BASQUE ESPAGNOL

500 000 GREVISTES

- Violents affrontements avec la police
- UN ouvrier assassiné

La grève a été totale lundi dans tout le pays basque espagnol. On estime à plus de cent mille le nombre des grévistes à Bilbao et à 50 000 celui des grévistes de San Sébastien. Le mouvement a également été massivement suivi à Pampelune et à Victoria. Dans l'ensemble des quatre provinces basques, Guipuzcoa, Biscaye, Alava et Navarre le mouvement a été suivi à plus de 80 %. La grève a constitué une forme de riposte des masses populaires à la répression fasciste pratiquée sous le masque du libéralisme par Juan Carlos et Fraga Iribane : mercredi dernier, rappelons-le, les gardes civils avaient tiré dans la foule qui manifestait faisant quatre morts et plus de cent blessés. Au cours du mouvement de grève de ce lundi

marqué notamment par une manifestation «interdite» l'après-midi, à plusieurs reprises les masses populaires ont osé riposter à la violence fasciste.

Dans ce combat de masse un ouvrier de 18 ans Vincente Anton Ferrero a été assassiné à Bilbao par la police monarcho-fasciste qui a tiré sur le groupe de grévistes dont il faisait partie.

A San Sébastien, les grévistes ont affronté courageusement les forces de répression et plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue malgré les interdictions et les forces de police fasciste omniprésentes.

Jamais on n'avait vu un tel mouvement en Espagne depuis la guerre civile. Tout indique que ce n'est qu'un début. Dans le pays basque notamment la volonté de

lutte ne cesse de grandir : l'assassinat d'un jeune ouvrier loin de décourager les masses populaires attise encore plus la colère et la détermination du peuple d'en finir avec le fascisme.

L'Espagne c'est évident est entrée dans une phase de bouleversements. Si bien que les luttes de factions bourgeoises s'aiguisent.

Certains représentants de la bourgeoisie, partisans d'une collaboration avec le parti révisionniste de Carrillo pour sauver les meubles du capitalisme sentent leur heure venir.

Quoi qu'il en soit comme le montre la participation fondamentale de la classe ouvrière espagnole aux mouvements actuels ce n'est pas seulement le fascisme que les peuples d'Espagne veulent balayer mais aussi le capitalisme.

Contre la nouvelle grille de classifications

VAGUE DE LUTTES CHEZ LES METALLOS

Pour riposter à la décision du patronat d'imposer une nouvelle grille des salaires avec pour conséquence des déqualifications et donc des pertes de salaires, de nombreuses actions ont été déclenchées depuis ces derniers temps par les travailleurs de la métallurgie. C'est ainsi par exemple que le personnel de Creusot-Loire Paris, vient de décider de continuer son mouvement de grève et de l'élargir sur la base revendicative élaborée en assemblée générale sur les classifications et une augmentation égale pour tous

de 200 F. D'autre part, une correspondance reçue hier et qu'on pourra lire en page 5, nous a appris qu'à l'usine Vieille-Montagne de Viviez (Aveyron) qui produit du zinc en lingots et en laminés et emploie 1 100 personnes, une assemblée générale s'est tenue pour obliger la direction à «révoir» la nouvelle

grille de classifications de la métallurgie.

Enfin diverses grèves et manifestations ont été connues dans la nuit de lundi à mardi : elles ont eu lieu notamment à Nancy, Schirmeck, Strasbourg, Annecy.

(Informations
en pages 3 et 5)



Palestine

Grève totale à Naplouse

La grève déclenchée lundi à Naplouse en Palestine occupée a été une réussite totale et a entièrement mobilisé la population palestinienne de la ville. Tous les magasins et les établissements scolaires sont restés fermés, et les autobus n'ont pas circulé. Des étudiants se sont attaqués à des patrouilles sionistes motorisées qui circulaient dans la ville, et ils ont dressé dans certaines rues des barricades faites de vieux pneus enflammés pour empêcher le passage des véhicules de l'armée d'occupation.

La grève a été organisée en signe de solidarité avec le Conseil municipal de la ville et le corps enseignant du lycée Kadry Toukan qui ont démissionné dimanche pour protester contre l'intervention des forces sionistes à l'intérieur même du lycée.

Ces dernières, en effet, avaient voulu, la semaine dernière, forcer les élèves à rentrer dans leur salle de classe : les élèves voulaient parcourir les rues de Naplouse en chantant des mots d'ordre à la gloire de l'OLP et ils reçurent les sionistes armés jusqu'aux dents avec une grêle de pierres.

Tout cela montre que les masses populaires palestiniennes poursuivent héroïquement partout le combat et reconnaissent dans l'OLP leur représentant légitime. Uni et déterminé à lutter jusqu'à la victoire, le peuple palestinien vaincra !

La sortie d'un film à voir absolument

Comment Yukong déplaça les montagnes

12 heures de film sur la Chine

par J. Ivens et M. Loridan

article p. 7

La condition des femmes en URSS

EXPLOITEES OPPRIMEES
BAILLONNEES

Un chiffre éloquent tiré du 25ème congrès du PCUS : 8 femmes seulement figurent parmi les 426 membres du nouveau Comité central qui vient d'être mis en place ! Aucune ne fait partie du Bureau politique. Depuis la mort d'Ekaterina Fourtseva, ancien ministre de la Culture, l'Union soviétique ne compte plus aucune femme qui ait rang de ministre.

Pourtant les femmes soviétiques représentent 51 % de la population active (en France 40 %) et leur nombre excède de 20 millions celui des hommes.

Dans un pays qui se targue d'avoir « dépassé le socialisme pour accéder au communisme », il arrive que certains quotidiens se hasar- dent à publier certaines lettres de femmes se plaignant de s'être vu préférer des hommes pour occuper un emploi.

Les femmes occupent la majorité des emplois les plus mal payés : elles constituent ainsi 73 et 83 % du corps enseignant et médical où, de ce fait, les salaires sont très bas.

Bien qu'elles travaillent presque toutes, les femmes soviétiques assurent aussi la

quasi totalité des tâches domestiques. Elles ressentent donc particulièrement cruellement le retard des secteurs de biens de consommation et de services, sacrifiés au profit de la militarisation forcée de l'économie. Contrairement à l'image de marque que donne l'URSS, le nombre de places dans les crèches est notoirement insuffisant, des déléguées au 25ème congrès s'en sont plaintes ouvertement.

Un certain nombre de mères doivent donc payer une « niania » (nourrice) pour s'occuper de leurs enfants.

Les difficultés de la vie quotidienne ont donc entraîné une baisse importante de la natalité. Le gouvernement soviétique y fait face

par une certaine contrainte : s'il est gratuit, l'avortement n'est libre que jusqu'à la douzième semaine et demeure pratiquement l'unique moyen de contrôle des naissances.

La presse prêche la résignation aux femmes. C'est ainsi que la revue « Zdorovie » (Santé), publiée par le ministère de la Santé, recommande aux femmes à propos des travaux ménagers « de ne pas trop en demander à leurs maris et même de taire leurs déceptions afin que ceux-ci n'éprouvent pas trop de doutes envers eux-mêmes ».

Dans les républiques soviétiques d'Asie centrale la coutume selon laquelle les beaux-parents achètent la mariée et l'obligent à rester sous leur toit tant que

Le général ouest-allemand Steinhoff
et la défense de l'OTAN

Le général ouest-allemand Johannes Steinhoff est convaincu que l'OTAN n'est aucunement en mesure de stopper une offensive soviétique avec des armes conventionnelles. Selon lui, les forces de l'OTAN ne pourront résister que pendant quelques jours en cas d'attaque soudaine.

L'ancien président du comité militaire de l'OTAN, qui publiera prochainement un livre sur l'état de l'Alliance atlantique, a déclaré au cours d'une interview à l'hebdomadaire politique « Der Spiegel » : « L'OTAN n'est aucunement en mesure d'arrêter une attaque massive soviétique avec des armes conventionnelles. Le penser serait faire preuve d'un manque total de réalisme ». Il a

la somme n'est pas respectée, subsiste encore. Il arrive aussi encore que des jeunes filles mariées contre leur volonté se donnent la mort, ainsi que l'a reconnu le « Tourkmenskaya Iskra », journal du Parti turkmène.

ajouté que l'envoi de renforts américains prendrait trop de temps pour être efficace.

Le général ouest-allemand, à la retraite depuis 1974, a cependant affirmé sa conviction que l'Union soviétique ne déclenchera pas la guerre contre l'Europe occidentale « tant que subsistera le risque d'une riposte nucléaire ». Selon lui, l'URSS pourrait recourir plutôt « à toute une gamme d'attaques moins massives, allant de pressions politiques, accompagnées de menaces militaires, à des agressions limitées destinées à lui assurer des gages ».

« Nous devons renoncer à l'idée funeste d'une guerre nucléaire menée pendant un court laps de temps », a dit encore le général Steinhoff. « Cela n'est pas possible. En effet personne ne sait quelles seraient les conséquences de l'emploi d'une telle arme. Il s'agit là de dimensions que personne ne peut imaginer ».

L'ancien représentant de l'armée ouest-allemande à Bruxelles a fait observer que les Européens devraient se doter de forces conventionnelles pouvant également constituer un élément de dissuasion, mais il n'a pas manqué de souligner que la standardisation des armements représente l'un des problèmes majeurs de l'OTAN.

PÉKIN :
VISITE D'UNE DÉLÉGATION
ÉTHIOPIENNE

Une délégation de haut rang du gouvernement militaire provisoire éthiopien vient de quitter Addis-Abeba pour Pékin, à l'invitation du gouvernement de la République populaire de Chine.

Elle se rendra, à l'issue de son séjour en Chine, en République démocratique et populaire de Corée. L'objectif de ces visites, d'après le chef de la délégation éthiopienne est de « renforcer les relations d'amitié entre l'Éthiopie socialiste et ce pays ».

Etats-Unis

INTERVIEW DE MICHAEL KLONSKY
Président de la Ligue Octobre (ml) - 3

De notre correspondant aux USA, Michel Bataille

HR : Le slogan « Du travail, pas la guerre » a été un des principaux slogans que la « Ligue Octobre » et 70 autres organisations et groupes ont adoptés lors de la Conférence tenue les 27 et 28 décembre 1975 à Chicago, et qui devait donner naissance à l'organisation « Fight Back » (Contre Attaque).

Quelle est l'opinion de la « Ligue Octobre » sur cet événement, et quel rôle cette organisation pourra-t-elle jouer dans les luttes quotidiennes des travailleurs, contre leurs dures conditions d'existence, licenciements et autres problèmes ?

MK : La Conférence nationale Fight Back a été convoquée par la « Ligue Octobre », et comme tu l'as noté, approuvée par plus de 70 groupes et organisations. Près de 1 500 personnes étaient présentes, et participèrent à la rédaction de structures organisationnelles, d'un programme, premier pas vers la construction d'une nouvelle organisation Fight Back de la classe ouvrière.

C'est la première fois qu'une organisation de ce type existe dans ce pays depuis plus de 40 ans. Elle est composée d'éléments de la classe ouvrière et de chômeurs unis dans une lutte commune contre le régime capitaliste.

Le seul recours des travailleurs et chômeurs, jusqu'à présent, était de suivre les leaders syndicaux réactionnaires et révisionnistes, qui se sont montrés incapables de diriger une lutte quelconque contre les effets de la crise. Ils sont restés assis, les mains dans les poches, pendant que la classe dirigeante lançait offensive après offensive sur les conditions de vie et les droits démocratiques des masses populaires.

Le jeune mouvement marxiste-léniniste,

bien que nous n'ayons pas encore de parti, a senti que c'était sa responsabilité de lancer le Fight Back maintenant et de montrer l'exemple dans la construction d'une organisation de masse de travailleurs et chômeurs, capable d'organiser des campagnes de revendications autour d'un programme minimum.

Ce programme ne sera pas essentiellement « réformateur », mais aidera à élever le niveau des revendications à la lutte contre le capitalisme. En effet, de plus en plus de gens reconnaissent que le problème n'est pas limité à l'usine, à la ville, mais que c'est le système capitaliste qui est la cause de la crise.

D'un autre côté, un des aspects les plus importants du Fight Back a été le développement de l'unité parmi les marxistes-léninistes qui ont travaillé ensemble à la construction de ce mouvement.

Bien que le développement de la ligne politique soit le facteur décisif dans la construction du parti, nous nous efforçons également de construire un parti forgé dans la tempête des luttes de classe.

Au moment où, aux USA, nous nous rapprochons de la création dans un futur immédiat de cette avant-garde, nous avons également le devoir d'élever le niveau organisationnel des masses, parallèlement à l'élévation de notre propre niveau organisationnel.

Nous voyons donc le Fight Back de masse contre le système comme étant partie intégrante de notre effort de construction du parti.

La formation de ce Fight Back est donc d'une grande signification. Nous pensons que c'est grâce à une telle organisation, au sein de laquelle de nombreux groupes peuvent entrer et jouer un rôle actif, qu'une

réelle campagne peut être organisée pour du travail, la sécurité sociale, les allocations chômage, contre l'oppression de la femme, le racisme, la discrimination, le danger de guerre, en un mot contre le système capitaliste, contre le système impérialiste à la tête duquel se trouvent les deux superpuissances.

La Conférence a pris une position avancée par rapport à la défense des droits des minorités nationales, et à l'autodétermination de toutes les nations opprimées dans le monde. La Conférence a également pris une juste position vis-à-vis des deux superpuissances.

De nombreux ouvriers d'usines étaient présents, venant des quatre coins du pays, et leur participation à la Conférence sera sans aucun doute décisive.

Parmi les principes que nous avons essayé de tirer se trouvent :

- la nécessité d'une direction ouvrière dans ce Fight Back ;
- le renforcement de l'unité entre les travailleurs et les chômeurs.

Depuis que cette campagne a été lancée, de nombreuses personnes ont commencé à parler de « Fight Back » et en particulier les opportunistes et les révisionnistes. Les révisionnistes sont, eux aussi, en train d'organiser une conférence de Fight Back. Seulement, leur programme n'est qu'un programme réformateur (lettres et pétitions à leurs élus) s'appuyant sur le projet de loi Hawkins.

Ce projet de loi fournirait quelques emplois, mais ne diminuerait en aucune façon le taux de chômage. Les révisionnistes, eux, présentent ce projet de loi comme étant la panacée pour le chômage. Leur programme n'est donc essentiellement que pétitions et luttes parlementaires.

Nous pensons que notre organisation prendra rapidement de l'ampleur, et qu'elle pourra faire trembler le système capitaliste surtout grâce à la direction marxiste-léniniste qu'elle a actuellement, et plus particulièrement quand le parti sera créé.

HR : Comment conçois-tu le rôle des marxistes-léninistes dans les organisations de masse, et en particulier au sein des syndicats ? Quels genres de luttes, d'autre part, les marxistes-léninistes engagent-ils contre les dirigeants syndicaux réactionnaires de l'AFLCIO et les révisionnistes ?

MK : Aux USA, aucun parti marxiste-léniniste ne peut vraiment jouer son rôle d'avant-garde s'il n'est implanté dans les syndicats industriels du pays.

Bien qu'un quart seulement de la classe ouvrière américaine soit syndiqué, le mouvement syndical est néanmoins le point crucial où les marxistes-léninistes doivent organiser leur travail, car c'est là où l'on trouve la plus grande concentration de travail industriel et les sections les plus avancées de la classe ouvrière.

Nous avons donc une ligne politique qui consiste à nous concentrer dans les syndicats, et à aider les tentatives de syndicalisation, là où le syndicat fait défaut.

Cela signifie nécessairement une opposition à la direction réactionnaire syndicaliste.

La classe dirigeante US, grâce à son rôle impérialiste dans le monde, et aux superprofits de ses pillages colonialistes, a pu « acheter » une minorité de la couche supérieure du prolétariat, et a placé ses représentants de l'aristocratie ouvrière à la tête des syndicats.

nouvelles intérieures

Faculté de Nanterre

Poursuite du mouvement

après l'occupation

Le mouvement a débuté la semaine dernière.

C'est à une large majorité que la grève a été reconduite jusqu'à mercredi, en Lettres, Droit, Sciences économiques pour l'abrogation de la réforme Soisson.

D'autres propositions soumises au vote ont été adoptées :

— La participation mardi à 9h 30 à Jussieu sous une banderole unitaire de l'ensemble de la faculté de Nanterre à la manifestation décidée par la coordination nationale de samedi dernier.

— L'envoi d'un message de condoléances aux viticulteurs et de soutien à leurs justes luttes.

C'est après l'assemblée centrale de Lettres que les étudiants se sont rendus

dans la salle où siégeait le conseil d'université et ont occupé pendant deux heures. A la suite de quoi le conseil d'université a voté un texte qui sera envoyé au secrétariat aux universités, réclamant l'abrogation de la réforme Soisson.

Cette première victoire s'inscrit dans un travail de longue haleine. Ce qui est nouveau par rapport aux luttes de ces dernières années c'est la prise en charge de la lutte par l'ensemble des étudiants, organisés et inorganisés, c'est la mise en place de structures de grève, démocratiques où tout est discuté à la base c'est la volonté de mobiliser le plus largement possible l'ensemble des étudiants

MULTIPLES ACTIONS
DANS LA METALLURGIEManifestation de
sidérurgistes à Nancy

Deux cents sidérurgistes de la Société nouvelle des aciéries de Pompey (Meurthe-et-Moselle) ont défilé lundi après-midi dans les rues de Nancy, pour protester contre la convocation devant les tribunaux d'un délégué au comité

et de développer l'unité de combat avec les enseignants touchés eux aussi par les réformes du système éducatif. C'est enfin la vigilance face à toutes les manœuvres de récupération.

Nous lutterons jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

d'établissement. Ce dernier était accusé d'être à l'origine d'une manifestation qui, il y a deux mois, avait abouti à la séquestration de membres de la direction de l'usine.

Grève dans l'atelier de
fonderie de
«Controls France SA»
à Schirmeck

Vingt ouvriers de l'équipe du matin de l'atelier de fonderie de «Controls France SA» de Schirmeck (Bas-Rhin) sont en grève, bloquant toute la production de régulateurs de vanne de gaz. Les grévistes réclament une augmentation du salaire horaire, la suppression des heures de nuit, et le doublement de la prime.

La grève à la
General Motors
de Strasbourg

Le mouvement de grève qui a débuté jeudi dernier à l'usine de boîtes de vitesse de la General Motors de Strasbourg s'est durci et 300 ouvriers sur les 500 que compte l'entreprise ont cessé le travail et occupent la centrale thermique de l'usine. Ceci paralyse tous les ateliers dont le fonctionnement nécessite de l'air comprimé. La direction a publié une circulaire précisant son intention de fermer certains ateliers mardi.

Poursuite de la grève
à la SNR

Les quatre usines de la SNR, fabrique de roulements à Annecy, travaillant pour la régie Renault sont toujours occupées par les ouvriers en grève depuis trois semaines, à la suite du vote de 2 752 travailleurs (sur 4 150).

Michelin
Pour la réintégration de 61 licenciés à Valladolid
COORDINATION EUROPEENNE
DES LUTTES

Les travailleurs des usines Michelin d'Espagne, d'Italie et de France, environ 63 000 travailleurs, ont décidé d'organiser pour le mardi 16 mars, une journée d'action au plan européen pour faire céder la direction générale sur leurs revendications.

C'est au cours d'une réunion qui s'est tenue lundi à Clermont-Ferrand, à l'initiative des syndicalistes de Michelin-Espagne, où les 4 usines de Valladolid, Vitoria, Aranda de Duero et San Sé-

bastian la Sarte, sont en grève depuis le début de février. Mardi 9 mars, une réunion à Paris de délégués ouvriers français, allemands, britanniques et espagnols de Michelin pour coordonner les luttes sur le plan européen et la journée européenne d'action du 16 mars qui sera en soutien à la lutte des travailleurs d'Espagne et exiger la réintégration des 61 ouvriers licenciés à Valladolid, Aranda de Duero et San Sé-

Volonté de lutte des travailleurs

et journées d'action sans lendemain

Toute la fonction publique et le secteur nationalisé, postiers, enseignants, éboueurs, cheminots, gaziers, agents des services publics et de santé, près de trois millions de travailleurs sont en grève dans le cadre d'une de ces «journées d'action» annoncées et prévues longtemps à l'avance par les directions syndicales.

Les travailleurs en grève massivement manifestent ainsi leur indignation devant l'érosion très importante de leur pouvoir d'achat et leur exigence d'augmentations de salaires. Cette volonté de lutte est pourtant dévoyée et amortie par les dirigeants syndicaux qui canalisent à date régulière la combativité des masses. Chaque année c'est pareil, de septembre à novembre, quelques journées nationales puis la trêve des confiseurs et le «redémarrage» du secteur public en mars.

A plus de 90 % les travailleurs du secteur public savent que les journées nationales d'action sans lendemain, quoi qu'en disent les directions confédérales, sont inefficaces, d'ailleurs, rares sont les grévistes d'aujourd'hui qui confondent la journée d'action avec une véritable lutte. Surtout quand on sait que le but essentiel des directions syndicales c'est la négociation avec l'État-patron ; c'est pourquoi l'amertume est fréquente chez les travailleurs qui se sentent utilisés comme masse de manœuvre sans pouvoir prendre en mains leurs intérêts au cours de telles journées.

La seule réponse à donner aux attaques de la bourgeoisie c'est bien la lutte, comme viennent de le faire les viticulteurs du Midi, comme le font les travailleurs qui de partout en France, occupent leurs usines pour s'opposer et lutter contre le chômage, contre les lock-out, contre les licenciements.

«Limiter les dégâts», comme le fait le PCF et la CGT et aussi la CFDT (par suivisme) dans ces journées d'action-bidon, c'est en fait travailler à diviser la classe ouvrière par des espoirs de négociations. Par l'action classe contre classe d'abord, la négociation ensuite avec le rapport de force, voilà la seule voie valable.

C'est pourquoi nous appelons les ouvriers, les étudiants, les paysans pauvres à s'unir et à lutter contre l'exploitation, les licenciements, la misère et le chômage, à coordonner leur lutte afin de balayer à jamais la classe bourgeoise qui nous saigne et nous exploite. Balayer à jamais aussi ses valets, infiltrés dans la classe ouvrière et qui, à travers les masses populaires, vont masqués et trompent avec leur verbiage de soi-disant défenseurs des travailleurs.

Triste mine des gouverneurs
de banque centraleLA TEMPÊTE MONÉTAIRE
N'EST PAS PRÊTE DE FINIR

C'est dans une atmosphère nettement inquiète que les gouverneurs des banques centrales se sont réunis à Bâle lundi. En effet, la dernière tempête monétaire qui s'est abattue depuis le mois dernier sur les marchés des changes ouest-européens connaît depuis vendredi dernier une nouvelle phase : lundi matin la livre sterling anglaise s'était effondrée, tandis que la lire italienne continuait à baisser, et que les spéculateurs jouaient sur la baisse du franc français et la réévaluation du Deutschmark.

Cette nouvelle crise sur le marché des changes est une conséquence dans le domaine monétaire de la crise économique du capitalisme occidental. C'est ainsi que la lire italienne continue à baisser malgré la fermeture depuis le 21 janvier de tous les

marchés des changes par le gouvernement italien : la raison en est que l'Italie a actuellement un énorme déficit de ses paiements et que pour les capitalistes son avenir est incertain. De même la livre sterling qui s'est effondrée lundi sur les marchés des changes reflète elle aussi la situation d'endettement prodigieux de la Grande-Bretagne.

La tempête monétaire n'est pas près de s'achever ; conséquence de la crise économique elle a des répercussions en retour sur la situation économique puisque elle modifie les prix à l'extérieur des produits d'un pays et donc favorise ses exportations. A tel point qu'un journal économique accuse aujourd'hui les Anglais d'avoir fait baisser leur monnaie pour être plus compétitifs !

Après les élections cantonales

LES NOUVELLES DONNEES
DE LA POLITIQUE BOURGEOISE

Après les élections cantonales, un certain nombre de conclusions peuvent être tirées.

1/ Tous les politiciens bourgeois, de Poniatowski à Marchais, se sont félicités de la diminution du taux d'abstention.

Ils montrent ainsi qu'ils craignent par dessus tout que les travailleurs rejettent les illusions sur l'électorisme.

Au premier tour des cantonales de 1970, le taux d'abstention était de 38,2 %. Cette fois-ci, il est de 34,5 %. Le taux de participation a donc augmenté de 3,7 %. Un aspect de cette augmentation réside dans la volonté de nombreuses personnes de témoigner de leur condamnation de la politique du gouvernement.

Il n'en reste pas moins que plus d'un électeur sur trois n'a pas pris part au vote. En dépit des chants de victoire des politiciens, cela témoigne du peu d'intérêt qu'ont suscité ces cantonales.

2/ Ces élections mettent une fois de plus en lumière le truquage que constituent les découpages électoraux, pratique constante de tous les gouvernements bourgeois qui cherchent ainsi à privilégier certains partis au détriment d'autres.

C'est ainsi qu'avec 22,8 % des voix, le PCF obtient 76 sièges de conseillers généraux, tandis qu'avec 8,6 % des voix les Républicains indépendants en ont 135 et que l'UDR qui recueille 10,5 % des voix a 104 sièges.

3/ Ces élections ont avant tout confirmé la transformation du PS en premier parti

de la bourgeoisie. Il arrive en effet en tête par le nombre de voix et par le nombre de sièges. Il obtient 26,6 % des voix et 157 sièges. Il progresse donc d'environ 12 % par rapport à 1970.

Dans différents endroits, les candidats sortants du PCF sont battus par les candidats socialistes. A titre d'exemple citons Bruay-en-Artois, où l'ex-conseiller général PCF est remplacé par le candidat socialiste. C'est également le cas du millier d'habitants du PCF Doumeng battu par le candidat socialiste.

Globalement, le PCF recule. Il perd 1 % en passant de 23,8 % des voix en 1970 à 22,8 % aujourd'hui. Comme on le voit, la tactique adoptée lors du 22^e Congrès du PCF et la débauche de publicité faite pour ces élections n'ont pas été payantes.

Mais il n'en reste pas moins qu'au nombre de voix il reste le deuxième parti bourgeois après le PS.

Du côté des partis actuellement au pouvoir on constate un recul de 5 % de l'UDR, tandis que les Républicains indépendants gagnent plus de 3 %. Même si l'UDR reste le parti au pouvoir le plus influent avec 10,5 % des voix, il apparaît que la coalition Républicains indépendants-Centristes est maintenant dominante.

4/ Alors que la crise économique du capitalisme se développe, que les luttes populaires prennent de l'ampleur, la bourgeoisie possède maintenant une solution de rechange avec le PS. L'évolution de la situation pourrait amener la mise en place de cette solution avant les échéances normales prévues



Annecy

2500 OUVRIERS

METALLURGISTES MANIFESTENT

A l'appel des organisations syndicales CGT et CFDT, les travailleurs de la métallurgie se sont rassemblés à 10 heures devant l'usine SNR d'Annecy, occupée depuis le 19 février. La majorité des manifestants étaient des grévistes de SNR mais l'ensemble des usines métallurgiques de la région étaient représentées : CIT Alcatel, Dassault, Gillette, Metrix d'Annecy, les Fonderies des Alpes d'Alby/Chéran, la SPEA de St-Jorioz, Gambin de Viuz en Sallaz et l'union locale CFDT de Faverges qui rassemblait les travailleurs de Dupont-Stoublé.

Chez Dupont, 90 % des ouvriers ont débrayé sur les chaînes de montage pour soutenir les travailleurs de SNR.

Les manifestants se dirigeaient vers la préfecture où les délégués syndicaux remettaient une motion au préfet puis se dirigeaient vers la Chambre patronale. Tout au long de la manifestation, la CFDT lançait des slogans offensifs : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat», «Classification-Patron, piège à con».

Au cours de la marche, les travailleurs de la SPEA distribuaient un journal gratuit qui relate les luttes de la Haute-Savoie.

Des grévistes de SNR traînaient un énorme roulement à bille, symbole de leur travail, qui avait été élaboré en collaboration avec un

groupe théâtral progressiste, le Théâtre éclaté.

A midi, les manifestants se trouvaient devant la Chambre patronale : les patrons étaient hués, sifflés, injuriés et les travailleurs de SNR déchiraient leurs lettres individuelles envoyées par le patron. Des pétards

cloturaient la manifestation devant la chambre patronale et les manifestants se dispersaient au point de départ, l'usine SNR, gonflés à bloc malgré les appels à la négociation des dirigeants CGT de SNR et de l'union locale d'Annecy.

Correspondant HR.



Passage de la manifestation devant la préfecture d'Annecy. (photo correspondant HR)

A Nantes

Les éducateurs veulent être au service de la population

Un éducateur de prévention spécialisée et l'ex-président de la maison des jeunes des Dervallières à Nantes, sont inculpés d'incitation de mineurs à la débauche depuis le mois de janvier.

L'avis d'ordonnance est rendu, ils vont passer en correctionnelle le 10 mars à 14 heures.

QUELS SONT LES FAITS ?

Des groupes mixtes passent des week-ends dans une maison à la campagne appartenant à la maison de jeunes des Dervallières (cité HLM de 12 500 hbts).

L'éducateur sollicité par les jeunes pour les accompagner lors d'un de ces week-ends leur fait prendre en compte le problème des relations sexuelles en les mettant face à leurs responsabilités (grossesse, mariage précoce...).

Le groupe décide lors d'une réunion l'achat de préservatifs mis à la disposition de ceux qui le désirent.

A travers cela l'éducateur cherchait à permettre aux jeunes de s'organiser entre eux mais surtout de rompre avec une pratique hypocrite consistant à fermer les yeux devant la réalité (comme par exemple le juge des enfants qui déclare : «Vous deviez les séparer et aller vous cou-

cher, vous n'êtes pas responsables de ce qui se passe après...»).

Mais le fait de l'inculpation proprement dite dévoile d'autres problèmes existant sur le quartier.

A l'intérieur de l'association de prévention spécialisée, le conseil d'administration (dont certains membres sont proches de «Laissez-les vivre») a déjà eu l'occasion d'exercer le pouvoir de sa morale dans l'embauche des éducateurs (seul motif de refus d'embauche d'une éducatrice : sa vie maritale avec un divorcé).

De plus, il existe un désaccord profond entre les services de police et de justice et des éducateurs de prévention accusés de couvrir, voire de favoriser : délits, fugues... et de ne pas collaborer avec ces services.

Au travers de cette inculpation, les notables nantais cherchent avant tout à

casser les liens entre les éducateurs et la population à propos des actions collectives (Euromarché, HLM, maison de jeunes, centres sociaux), liens qui sont menaçants pour le pouvoir en place.

Ces notables, main dans la main avec les services de justice et de police refusent de reconnaître le travail positif mené par les éducateurs de prévention sur le quartier des Dervallières. Certains résultats ont été obtenus quant à la prise en charge par le jeune dans son cadre scolaire ou professionnel, dans ses activités, dans ses moyens d'information d'ordre sexuel ou autre.

Pour la justice, une nuit au poste de police est beaucoup plus profitable qu'un travail de longue haleine.

CRÉATION DE COMITÉS DE SOUTIEN

Suite à cette inculpation, un Comité de soutien s'est créé à Nantes. Il a décidé un meeting le 5 mars et une manifestation dans la ville le 10 (jour du procès).

Différentes formes de soutien sont parvenues de toute la France : plusieurs centaines de demandes d'inculpation individuelle ont été envoyées au Comité de soutien de Nantes.

Plusieurs Comités de soutien se sont créés également un peu partout en France (Caen, Amiens, Dijon...).

A Rennes, il s'est créé le 26 février. Un meeting a été décidé pour le 8 mars à Rennes. Un départ en car est également prévu pour participer à la manif à Nantes le 10 (jour du procès).

Que faut-il voir au travers de cette inculpation ?

La bourgeoisie est de plus en plus confrontée à la montée des luttes dans la production mais aussi sur les quartiers populaires. Ce qui l'oblige donc, à demander aux travailleurs sociaux de jouer un rôle d'encadrement idéologique des masses donc de travailler en étroite collaboration avec les services de police.

Nous, travailleurs sociaux, nous devons résolument nous situer du côté des intérêts de la population et dénoncer à ses côtés sans relâche toutes les mesures prises par la bourgeoisie pour étouffer les aspirations légitimes des couches les plus défavorisées visant à maintenir son système d'exploitation et d'oppression.

Deux travailleurs sociaux de Rennes.

Chez Pouteau (Rennes)

Grève totale avec occupation

Depuis le mardi 2 mars, tous les chantiers de l'entreprise du Bâtiment Pouteau, ont cessé le travail. Lundi 1er mars sur un chantier, le plus important, les ouvriers démarraient la grève avec les revendications suivantes : la mise à la disposition pour le transport des ouvriers aux chantiers, d'une estafette, la reconnaissance d'un délégué syndical sur le chantier (le chef de chantier, lui, ne voulant pas de délégué ouvrier). A ces revendications s'ajoutent : «le paiement des 3 heures perdues par la diminution d'horaires (passage de 48 à 45 heures), la suppression de la qualification OS2 du fait que le travail de l'OS2 n'est pas différent de celui de l'OP, seul le salaire est différent, une augmentation de

salaires uniforme et une grille pour les indemnités de déplacement en fonction du kilométrage.

Face à cela, la direction de l'agence de Rennes en reste toujours à de vagues promesses de négociation accompagnées de manœuvres d'intimidation (venues d'un huissier pour contrôler l'occupation des bureaux et prendre le nom des ouvriers). Vendredi après-midi 5 mars, la direction refuse le paiement du salaire de février aux ouvriers. La direction pensait en s'attaquant au portefeuille des travailleurs, les démoraliser et les diviser, mais ce chantage se heurte à la détermination des ouvriers qui ne veulent pas d'aumône, mais leur salaire qui est leur dû. Au cours de l'assemblée générale de vendredi, l'unité française et immigrée (les 2/3 des ouvriers de chez Pouteau sont des immigrés) s'est encore accrue et décision fut prise de poursuivre l'occupation pour, dans l'immédiat, toucher la paye de février et la satisfaction de leurs justes revendications.

Correspondant HR.

Correspondant HR.

Bobigny

Tisco en grève

Tisco, c'est une petite entreprise de la chimie, qui

ECHO

Grève chez SAFAA

Depuis lundi 8 mars, la vingtaine de travailleurs du dépôt SAFAA (rue Marx Dormoy à Paris) sont en grève. Les revendications portent sur le pouvoir d'achat (augmentation des salaires) et la garantie de l'emploi.

La grève, au départ avec la section CGT bloque tout approvisionnement : les fournitures peuvent rentrer mais pas ressortir. Or qui sont les clients ? Entre autres, les PTT (pour les jetons téléphones), le métro, la SNCF, mais aussi toutes les entreprises qui utilisent les appareils automatiques également les parcomètres...

Les travailleurs de Safaa sont disséminés, il y a une usine à Massy, avec sections syndicales CFDT et CGT, le siège est à Paris rue de la Condamine et il y a un grand nombre d'agences. Mardi matin il y a une réunion au dépôt du 13e, pour élargir l'information aux autres travailleurs concernés et organiser la grève.

emploie environ 50 travailleurs immigrés. Les seuls ouvriers français sont des mécaniciens nettement mieux payés (pour diviser). Les conditions de travail y sont déplorables. Ainsi, le casse-croûte doit être pris sur le lieu de travail, où il faut porter des gants à cause des produits chimiques ! Les salaires sont bas (entre 1 400 et 1 700 F). L'augmentation de 2 % prévue pour janvier n'ayant pas été accordée, la direction a déclaré que «c'était une erreur du comptable» !

Lapidus, le patron, qui dirige l'entreprise avec ses fils, applique des méthodes ouvertement racistes : par exemple, il y a d'un côté les douches «de luxe», réservées aux chefs et qui ferment à clé, et de l'autre, les douches pour les travailleurs immigrés, sales, où on ne passe qu'un vague coup de balai une fois par semaine.

Autres exemples des méthodes de la direction : un travailleur qui avait dû changer de poste en raison de problèmes de santé dus aux naphthalènes (produits chimiques toxiques), s'est vu pénalisé par une baisse de salaire. Les produits manipulés ont fait au moins un

mort et occasionné des maladies. Le patron a embauché un chef et lui a dit d'éviter de rester dans l'atelier, en raison des produits toxiques ! A ceux qui protestent contre de telles pratiques, on répond : «Si tu n'es pas content, tu peux prendre ton compte !»

Face à cette situation, les travailleurs de l'entreprise, avec la section CGT, ont déclenché, il y a deux semaines, une grève contre le racisme de la direction et pour obtenir : le respect des conditions d'hygiène et de sécurité, la garantie de l'emploi, un quart d'heure de casse-croûte hors du lieu de travail, pour les travailleurs en continu, arrêt d'une demi-heure pour manger après 6 heures de travail, augmentation des salaires de 10 %, le 13e mois, la 5e semaine de congés payés.

Face à ces revendications, Lapidus a répondu qu'il attendrait le 12 mars, jour où il aura le bilan financier de l'entreprise, pour savoir s'il accorderait ou non une augmentation ! C'est se moquer du monde ! Mais les travailleurs connaissent les méthodes du patron : ils savent qu'il avait détruit l'ancienne section syndica-



Contre la nouvelle grille de classifications

VAGUE DE LUTTES CHEZ LES METALLOS

A l'usine Vieille-Montagne de Viviez (Aveyron)

A l'assemblée générale des travailleurs de l'usine de Vieille-Montagne, 800 d'entre eux, très mécontents, étaient présents. Les délégués étaient chargés de demander une entrevue à la direction. Celle-ci déclarait : « Non, reprenez le travail », « Nous recevrons un délégué par syndicat, mais nous exigeons la reprise du travail ». A plusieurs reprises, la direction n'offrait qu'un refus aux travailleurs et la colère montait chez ceux-ci : « Puisqu'ils ne veulent pas vous recevoir, nous allons vous y mener dans leur bureau ». Telle était la réponse des travailleurs !

Travailleurs et délégués entrent dans le bureau du directeur et du sous-directeur, les couloirs sont envahis. Le bureau étant trop petit, le directeur demande à changer de salle, et pour accéder à cette nouvelle salle, il fut contraint de passer au milieu d'une haie de travailleurs qui, poings levés, chantaient l'Internationale.

Au bout d'un instant, les délégués sont sortis et ont annoncé que la direction s'engageait à revoir cette

grille. Au-delà de la garantie que cette grille serait revue, le mercredi 3 mars a été une grande journée pour les travailleurs de Vieille-Montagne. On n'avait jamais vu ça ! Une telle mobilisation, une telle solidarité, un tel désir de combattre classe contre classe et, n'en déplaise au « sieur » Marchais, le poing levé et l'Internationale appartiennent à la classe ouvrière ! Les travailleurs restent mobilisés, ayant pris conscience que face au patronat et à son exploitation, l'unité la plus large à la base est une arme irremplaçable.

Un travailleur de Vieille-Montagne fidèle au communisme et au marxisme-léninisme

Chez Creusot-Loire à Paris

Creusot-Loire à Paris est composé de 1 200 salariés qui sont pour la majorité des employés et techniciens. Jamais, de mémoire d'homme une quelconque lutte ne s'était développée dans ce milieu d'employés et de techniciens, écrasé par le paternalisme puant, et par des divisions de toutes sortes.

Pourtant ce qui s'est passé mardi 3 et mercredi 4 mars est historique pour les travailleurs de Creusot-Loire

Paris. En effet, sous l'impulsion de la CFDT, une assemblée générale du personnel fut convoquée, traitant sur les classifications de la métallurgie française et qui touche 3,5 millions de salariés. De nombreuses assemblées générales ont ainsi défini ce qu'il fallait faire, et malgré les intimidations des chefs de service, du chef du personnel, du directeur avec même un huissier de justice, le mercredi 4 mars dans l'après-midi, 100 salariés déterminés ont décidé d'occuper le 6^e étage, où il y a la direction générale. Et ils ont retenu le directeur général Collas, qui devait discuter sur la concertation à la télévision et ailleurs, etc., sa seule réponse aux problèmes revendicatifs posés, a été des menaces à l'encontre des délégués syndicaux CFDT, les menaçant de graves sanctions...

Dans une autre partie de Creusot-Loire, dans le 8^e arrondissement, la volonté est identique car, sur 900 personnes concernées par les classifications et le nouvel accord pourri signé par FO et la CGC, 650 travailleurs sont déclassés.

Les travailleurs et la section syndicale CFDT ne veulent en aucun cas payer les frais de la crise capitaliste,

Creusot-Loire, leader mondial de nombreux domaines industriels, et fournisseur de centrales nucléaires (par sa filiale Framatome) pour l'EDF, gagne des milliards. Creusot-Loire peut payer, Creusot-Loire paiera !

Correspondant HR

Les travailleurs de Pérona à Nice, imposent : pas un seul licenciement et le maintien des avantages acquis

Le vendredi 13 février, le directeur de l'usine Pérona (construction métallique) annonçait que les banques ne faisaient plus confiance à Pérona et que celui-ci avait déjà déposé le bilan le 6 février sans prévenir les délégués. Selon lui il était possible qu'un autre patron reprenne l'affaire : « de tou-

te façon il y avait du travail pour 15 jours et les 70 travailleurs n'étaient pas licenciés immédiatement ». Le lundi suivant les ouvriers se réunissent et décident qu'à la première lettre de licenciement ils occupent l'usine. Les marxistes-léninistes, à la demande des travailleurs de l'usine, collent sur les portes de l'usine les affiches « On ne négocie pas les licenciements, on les refuse » et « Pas un seul licenciement chez Pérona ». La semaine se passe dans l'incertitude, à tel point que le lundi suivant, un groupe de travailleurs combattifs suivi par les autres travailleurs, envahissent le bureau où siègent le directeur, le patron, l'avocat, les délégués, et met en garde ce beau monde : ou nous avons une réponse nette ou on occupe après-demain. Dans un tract, les marxistes-léninistes soutiennent

cette action de classe, insistent sur la nécessité d'avoir des atouts face au patron, d'où la nécessité de l'occupation. Le tract est très bien reçu. Le mercredi jour fixé par les travailleurs, le nouveau patron Mearelli annonce qu'il reprend tous les ouvriers, que les travailleurs conservent tous leurs avantages, mais qu'ils ne doivent rien réclamer pendant un an ! Jouant sur le vote à bulletin secret, accepté par les délégués CGT, le patron réussit à faire passer sa proposition à une faible majorité, 34 contre 27.

Les travailleurs de Pérona ont gagné sur le principal : « pas un seul licenciement et maintien des avantages acquis ». Soyons sûrs que cet accord imposé par une manœuvre du patron ne résistera pas à la poussée de la colère des ouvriers de Pérona.

Correspondant HR

Les étudiants d'Orléans manifestent contre la réforme Soisson

Le 3 mars, 1 000 à 1 200 étudiants et enseignants ont manifesté dans les rues d'Orléans sous la banderole des Comités de grève des différentes facultés d'Orléans et de l'intersyndicale SCEN-SNESup de l'université d'Orléans. Aux cris de « abrogation de la réforme ! », « non à la sélection ! », « les patrons hors des facs ! », « droit à l'emploi pour tous ! », « maintien des diplômes nationaux ! », « reconnaissance des DUT ! » — les étudiants de l'IUT d'Orléans sont

en grève depuis le 2 mars pour la reconnaissance de leur diplôme dans les conventions collectives — les manifestants se sont rendus au rectorat où ils ont déposé une motion contenant les revendications exprimées par ces mots d'ordre.

Cette manifestation avait aussi pour but de briser le mur de silence établi par la presse : les quotidiens locaux, *La République du Centre* et *la Nouvelle République* font pratiquement le silence sur la lutte des étudiants et des enseignants. FR3, qui était attendu pour filmer la manifestation, n'a envoyé qu'un photographe au rectorat.

Les enseignants de Sciences — ceux de Lettres feront la même chose — se sont engagés devant les étudiants à ne pas demander d'habilitations — c'est-à-dire à refuser d'appliquer la réforme, du moins dans un premier temps.

Les étudiants révisionnistes avaient amené une banderole signée de l'UNEF (Renouveau) qu'ils avaient glissée parmi les autres, mais ils n'ont pu la déployer car il avait été décidé par les étudiants qu'aucun sigle d'organisation n'apparaîtrait sur les banderoles.

Des étudiants de la faculté de Lettres d'Orléans.

Au lycée technique de l'Yser (Bordeaux)

A quoi sert l'inspection ?

Réunis en Assemblée générale, plusieurs enseignants du Lycée technique de l'Yser ont discuté du rôle de l'inspection et de la position des enseignants face aux inspecteurs.

L'inspection des enseignants, c'est ce qui sert à la bourgeoisie pour réprimer l'enseignant qui refuse de se plier devant le système.

C'est ce qui est arrivé à Jacques Papinski, radié de l'Éducation nationale pour s'être élevé contre l'inspection.

Au lycée de l'Yser, les enseignants se réunissent pour que l'inspection ne soit plus la guillotine de l'enseignant.

Correspondant HR.

C'est pourquoi de nombreux enseignants du CES de Thiviers ont refusé de signer leur note administrative, quelle qu'elle soit, pour protester avec vigueur contre ce système de répression et d'injustice.

Correspondant HR.

Au CES de Thiviers (Dordogne)

Lutte des enseignants contre la note administrative

« La note administrative ? Bien sûr, c'est absurde, mais qu'y faire ? » C'est souvent que l'on entend ces mots, dans la bouche des enseignants. Car il faut savoir que ceux-ci sont NOTES en fonction souvent « de la gueule du client » par le

chef d'établissement du CES ou du lycée.

Dans un texte qu'ils ont fait parvenir à tous les S1 (sections de base) du SNES de l'Académie de Bordeaux, les enseignants du SNES de Thiviers dénoncent avec force la note administrative.

« La note administrative ne repose pas sur des critères objectifs et mesurables : il est impossible pour un chef d'établissement d'apprécier, parfois au demi-point près, la ponctualité (à quand les machines à pointer ?) et plus encore le « rayonnement pédagogique » ou l'« autorité morale » (?) de l'enseignant. Encore ne fait-il que proposer : sur quels critères tranchera-t-on en dernière instance ? (...) C'est qu'en fait la note administrative est un moyen de pression sur les enseignants, particulièrement sur les catégories vulnérables (MI, SE, MA) soumises à l'arbitraire. »

APPEL A TOUS LES VACATAIRES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE PROVINCE ET PARIS

Le Comité de coordination national des vacataires de l'enseignement supérieur (regroupant les lecteurs, chargés de cours, chargés de travaux dirigés) appelle à une grève administrative pour le second semestre pour lutter contre leur liquidation, pour leur titularisation.

Il appelle tous les enseignants vacataires de l'enseignement supérieur de province et de Paris, à une

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
SAMEDI 13 MARS À PARTIR DE 10 HEURES
A JUSSIEU — AMPHI 34

pour mettre au point la coordination de la grève administrative dans les différentes facultés et IUT de province et Paris et élire un bureau national.



Montpellier

Les immeubles de la Pompignane

DES «HLM» POUR LES RICHES

A Montpellier comme ailleurs des HLM (habitations à loyers modérés), il en manque par centaines. De nombreuses familles ouvrières attendent depuis des mois, certaines depuis plus d'un an, un logement qui corresponde à leurs revenus plus que «modérés» !

A ce prix, ces logements ne peuvent guère être accessibles qu'aux «couches moyennes» qui logent habituellement en résidence. Maintenant, avec les «HLM» de la Pompignane, il leur en coûtera moins cher pour un confort égal — en effet vu la clientèle à laquelle ils sont destinés, les appartements de cet ensemble sont «soignés».

Par ailleurs, alors que pour les cités ouvrières il faut attendre des années et des années pour que soient construits à proximité des crèches, des magasins, et tout ce dont on a besoin quotidiennement, ici, à la Pompignane, on a construit immédiatement sur place un centre commercial, de vastes

parkings, une école... Et pour bien montrer le caractère résidentiel de ce quartier on a entouré les «HLM» de villas luxueuses à 20 millions d'anciens francs pièce. Parmi les acheteurs de ces villas, on n'a pas manqué de repérer l'un des responsables des HLM de Montpellier. Et encore ce monsieur se permet-il de faire faire des suppléments : sa villa sera la seule à avoir une grande cave et divers autres aménagements. Inutile de dire que l'entreprise GCL est à ses petits soins. Ce n'est pas avec un responsable de cet acabit que les familles populaires trouveront dans des délais normaux des logements convenables et abordables.

Avec les HLM de la Pompignane, elles ne risquent pas d'être satisfaites. Il n'y a qu'à voir les prix : le loyer d'un F 3 tourne autour de 600 F, celui d'un F 4 autour de 800 F ! Comme disent les travailleurs du GCL (Génie civil de Lens) qui construisent cet ensemble : «C'est des HLM de luxe !»

Les travailleurs du bâtiment en particulier sont parmi les plus mal logés. Il n'est pas rare de trouver des familles nombreuses entassées dans quelques pièces humides, sans lumière, avec des installations sanitaires défectueuses. C'est le cas surtout dans les petites rues du centre de Montpellier — celles qui ne sont pas réservées par le maire, Delmas, au commerce de luxe.

Ainsi tandis que les riches se prélassent dans l'atmosphère ouatée de leurs immenses salons, les travailleurs eux sont obligés de loger dans des conditions impossibles, sans même pouvoir se reposer tellement ils sont entassés les uns sur les autres dans des

pièces minuscules. Et la bourgeoisie continue de construire des logements de luxe et de multiplier les quartiers résidentiels. Exploités au travail, les ouvriers le sont aussi dans leurs logements. Là aussi ils doivent donc s'organiser et mener dans l'unité la lutte classe contre classe contre la bourgeoisie. Cela est une nécessité, et une urgence dans la période actuelle, alors que les hausses des loyers et des charges se succèdent à un rythme accéléré, que les salaires stagnent et qu'un nombre croissant de travailleurs est frappé par le chômage total et le chômage partiel.

Un travailleur
du bâtiment

Une jeune ouvrière de Montbéliard
a accouché seule dans un grenier

La semaine dernière, une ouvrière de 22 ans a mis au monde, seule, un enfant dans un grenier de l'usine l'Épée de Montbéliard.

Cette jeune ouvrière était soutien de famille. Son fiancé l'avait quittée plusieurs fois, et récemment il l'avait de nouveau abandonnée. Alors, devant le sombre avenir qui se dessinait devant elle, elle a caché à tout le monde sa grossesse au prix de douloureux efforts. Elle a continué à travailler, sans déclarer son état, jusqu'à la dernière minute.

Quand elle a senti les douleurs, elle est montée au grenier, où elle rangeait parfois des pièces. Elle y a mis au monde son enfant, toute seule. Elle est redescendue très peu de temps après et s'est remise à son travail, mais elle a eu un malaise. Ses voisines de travail ont alors remarqué du sang dans l'escalier et ont fini par trouver le bébé. L'ouvrière et l'enfant ont été transportés à l'hôpital. L'enfant n'est pas sauvé et sa mère est dans un état de dépression nerveuse.

Les flics en ont profité pour entrer à l'usine et enquêter car... l'ouvrière pourrait être inculpée d'abandon d'enfant !

Les bourgeois diront avec mépris : «Mais pourquoi ne prenait-elle donc pas la pilule ?» Mais y-a-t-il eu la moindre information sur la contraception dans cette

usine qui emploie une majorité de jeunes femmes ? Le médecin du travail grassement payé à ne rien faire, s'en est-il occupé, lui qui ne s'était même pas aperçu qu'elle était enceinte ? Cette société est décidément bien pourrie, c'est ce qu'ont ressenti ce jour-là les ouvrières de l'Épée. Elles ont été bouleversées par ce drame, surtout de ne pas avoir deviné l'état de détresse dans lequel se trouvait cette jeune femme. Et elles ont aussitôt organisé une collecte, pour aider leur camarade.

Ce «fait divers», la bourgeoisie va tenter de l'exploiter en parlant de «temps où nous vivons» et de la perte de «l'esprit maternel». Mais c'est elle, la bourgeoisie, et elle seule qui est responsable. C'est parce que, en système capitaliste, les femmes sont plus exploitées et plus opprimées, c'est parce que l'idéologie dominante de la bourgeoisie pousse à considérer les femmes comme des «êtres inférieurs» et qu'elle fait des femmes, et tout particulièrement de celles qui ont des enfants sans être pour autant mariées — les «filles-mères» comme disent les bourgeois — l'objet du plus grand mépris que de tels faits peuvent se produire.

Un lecteur de la Mayenne nous écrit

Bravo pour la journée du 14 février ! Des journées comme celle-là ne s'oublient jamais. C'était la première fois que j'assistais à un meeting aussi chaleureux et où la participation profonde de chacun était aussi grande.

Bravo aussi à tous ceux qui dans les différents stands où les discussions nous ont fait connaître leur lutte contre le capitalisme, l'impérialisme et le révisionnisme.

Oui, le peuple vaincra et imposera bientôt sa dictature sur la bourgeoisie ! Après une journée pareille il n'est plus possible d'en douter !

BILLET

Les ouvriers des pays de l'Est
trois fois plus exploités
que les ouvriers français

C'est ce qui ressort entre autres de la récente interview à «France Inter» d'un délégué CGC de l'industrie fougéroise de la chaussure.

Ce délégué expliquait que l'une des causes de la crise dans la branche des textiles-cuirs et peaux consiste en ce que le patronat français préfère faire fabriquer certains produits à l'étranger, et notamment dans les pays de l'Est.

Il a cité l'exemple du textile. Le patronat envoie le tissu dans les pays de l'Est où sont fabriqués des vêtements qui reviennent trois fois moins cher que s'ils étaient fabriqués en France.

Jusqu'à une période récente le même phénomène se produisait pour le fer : le minerai de fer mauritanien revenait moins cher au patronat français — y compris le coût du transport — que le fer de Lorraine. La cause en tenait tout simplement à la surexploitation à laquelle étaient soumis les travailleurs mauritaniens sous le joug du néo-colonialisme.

Aujourd'hui la différence entre le coût d'un vêtement fabriqué en France et celui d'un vêtement fabriqué dans les pays de l'Est n'a pas d'autre origine. Elle tient à ce que sous la botte du social-impérialisme russe les ouvriers des pays de l'Est sont soumis à une oppression et à une exploitation sans borne. La bourgeoisie des pays de l'Est ne leur verse que le strict minimum : des salaires de famine ! Et la bourgeoisie française ne manque pas de saisir cette occasion pour faire de plus grands profits...

A paraître prochainement
le numéro 6 de mars 1976 de
LA JEUNE GARDE ROUGE

organe central de la
Jeunesse communiste marxiste-léniniste
de France

Au sommaire notamment :

- 1871-1976 Vive la Commune de Paris
- le 8 mars journée internationale des femmes
- cinq jeunes communistes quittent le faux MJCF et rejoignent les rangs de la JCMLF
- le grand débat sur la révolution dans l'enseignement en Chine
- diverses luttes de jeunes travailleurs et d'étudiants

Passez vos commandes à L'Humanité rouge
BP 61 75861 Paris Cedex 18
en précisant «pour la Jeune Garde Rouge».

Communiqué :

Mercredi 10 mars à 20 h 30
au centre SAINT-EXUPERY,

Conférence-débat

L'ENSEIGNEMENT EN CHINE

par Joël Bel Lassen qui a passé près de 2 ans à la Faculté et à l'institut de Pékin.

Avec la participation du Comité de Reims de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante :

Nom : Prénom :

Adresse :

Signature :

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	60 F
3 mois	95 F	180 F
6 mois	190 F	360 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226 72 La Source

**AFFICHEZ
L'H.R.**





culturel

Mercredi 10 mars

12 films sur la Chine de Joris Ivens et Marceline Lorian

Comment Yukong déplaça les montagnes

AUTOUR DU PÉTROLE
TAKING
1h 21 mn

Pour la Chine, être maître de ses sources d'énergie, c'est une des conditions de l'indépendance nationale. La région de Taking est riche en pétrole. Ce n'était pas l'avis des experts occidentaux, jusqu'il y a une quinzaine d'années, lorsque les premiers pionniers arrivèrent dans cette steppe désertique, froide et inhospitalière. Il fallut alors s'affranchir des conditions climatiques comme des avis des experts. Il fallut aussi surmonter le blocus économique de l'URSS.

Les conditions de vie restent très dures pour les centaines de milliers de personnes qui viennent à Taking. Les jeunes qui, dans le climat de la Révolution culturelle, s'étaient portés volontaires pour rejoindre les pionniers, n'avaient pas tous bien mesuré les difficultés qui les attendraient aujourd'hui encore.

Et pourtant il se crée un monde nouveau à Taking. Les expériences qu'on y mène servent souvent de repère à tout un pays qui «veut s'affranchir des idées reçues», qui veut «compter sur ses propres forces».

Et là où l'on attendait des mégapoles industrielles, besogneuses, polluantes, on découvre une société villageoise, une société où les hommes ne sont ni ouvriers, ni paysans, mais les deux à la fois, une société où les femmes manient habilement et joyeusement la philosophie, de sorte que «si le coton peut se transformer en tissu, le tissu peut redevenir coton».

Une société qui se donne à elle-même une fête pour célébrer l'avancée du front de forage. Pour célébrer aussi la victoire sur l'égoïsme et les idées rétrogrades.

LA PHARMACIE
SHANGHAI
1h 14 mn

Shanghai, c'est la grande ville. Dix millions d'habitants. La ville s'éveille, tôt le matin, les rues s'emplissent, la population prend le ferry pour passer le fleuve, va au marché, à la poste, dans les innombrables magasins.

Parmi les boutiques, une pharmacie. La pharmacie No 3, renommée pour son travail d'avant-garde, pilote.

La vie au jour le jour a été filmée pendant plusieurs

semaines dans cette pharmacie. Les vendeurs et les clients de toutes les couches sociales, habitués à la caméra vivent naturellement, sous nos yeux, achètent, se disputent, se renseignent.

Les employés essayent avant tout de ne pas se limiter à la notion de profit, mais de se mettre «au service du peuple». Ils ont choisi d'être là pour aider les clients, écouter leurs misères, résoudre leurs problèmes. Ils ont créé un cabinet de soins.

Régulièrement, un groupe d'employés part à la campagne dispenser des soins (acupuncture essentiellement) et des médicaments dans un petit village. Après quoi, ils aident les paysans à la récolte. Les différences entre ville et campagne,

l'organisation du travail, pour étudier la philosophie ou pour participer à un exercice militaire. Tous les ans, des groupes d'ouvriers et d'ouvrières vont à pied (120 kilomètres) à travers la campagne pour connaître les paysans, pour les aider aussi dans leur travail.

Au cours du film, un mouvement de contestation éclate : la direction, sa gestion, ses rapports avec les ouvriers sont critiqués violemment. «Conduire un camion dans le désert», c'est le titre d'un dazibao écrit par un groupe d'ouvriers : les roues tournent dans le sable, ça fait beaucoup de bruit mais le camion n'arrive pas. Tout au long des réunions d'ateliers, des panneaux d'affichage,



Marceline Lorian et Joris Ivens pendant une interview (photo Capi-Film).

entre travail manuel et travail intellectuel tendent ainsi à disparaître.

Parmi les employés, l'ancien patron de la pharmacie, à présent vendeur, salarié.

La pharmacie est gérée collectivement par les employés une fois par semaine, elle doit rendre compte de ses activités devant un comité constitué par les habitants du quartier, les ouvriers des usines de médicaments et les paysans.

L'USINE DE GÉNÉRATEURS
2 heures

Une usine ordinaire : 8 000 ouvriers, près de Shanghai, y fabriquent du matériel électrique.

Des hommes, des femmes travaillent sur des machines, comme ailleurs. Mais de temps en temps, ils s'arrêtent de produire : pour jouer au badminton, entre les machines, pour assister à un sketch joué par les ouvriers, pour discuter du principe des primes ou de

des grandes assemblées, les dirigeants sont mis sur la sellette.

UNE FEMME,
UNE FAMILLE
1h 41 mn

Un vieux quartier de la banlieue de Pékin. C'est un film sur la vie quotidienne en famille et au travail.

Le personnage central, c'est Kao Chou-lan, trente ans, mariée, une petite fille. Elle est ouvrière soudeuse dans une usine de locomotives depuis l'âge de 16 ans. Depuis la Révolution culturelle, elle est vice-présidente du syndicat de l'usine. Le film poursuit une double enquête.

On suit d'une part Kao Chou-lan dans sa vie privée ; elle partage sa vie entre Pékin où elle rentre retrouver son mari et son enfant chaque week-end, et la cour de son enfance où elle loge en semaine avec sa mère, son frère et sa belle-sœur. La famille de Kao, c'est aussi les voisins et parfois leurs disputes.



Joris Ivens, un opérateur chinois et Marceline Lorian en plein travail (photo Capi-Film).

Pendant qu'on confectionne des raviolis pour le dîner, sa mère, très âgée, raconte la vie d'avant la révolution et particulièrement l'asservissement des femmes.

Kao Chou-lan parle du mariage, de l'amour, de l'éducation des enfants, de la lutte des femmes pour s'imposer avant et surtout après la révolution.

des ouvrières de l'usine de filets, du médecin du village. Des femmes discutent de la planification des naissances, et des pêcheurs de la rentabilité de leur travail.

Un charpentier expose pour la municipalité des bandes dessinées qui racontent l'aventure des femmes pêcheurs et se prête avec infiniment de patience à leurs critiques. Un vieux capitaine exprime sa perplexité face à tous ces changements. Il laisse entendre qu'il ne comprend pas bien la Révolution culturelle ni la signification de la politique de Mao Tsé-toung.

(A suivre demain)

Communiqué du Salon de la Jeune Peinture

Depuis quelques mois, le Salon de la Jeune Peinture livre une bataille sans merci contre les pouvoirs qui veulent détruire la vie artistique en France et surtout à Paris par la dissolution des salons officiels. On comprend qu'une vie culturelle populaire, non gouvernable, surprenante par sa diversité, contrevienne aux volontés de l'ordre établi qui ne pense que profits et formalismes arrêtés. Comme on peut le lire dans son premier bulletin, octobre-novembre-décembre 75 (par ailleurs au contenu axé sur les particularités du travail collectif en art, importantes contribu-

tions de groupes italiens, allemands, français), le Salon de la Jeune Peinture n'a cessé d'intervenir, appuyé par la détermination de ses assemblées générales, auprès des autorités et avec les salons expulsés du quai de New-York, pour obtenir des solutions définitives (gratuité, locaux parisiens, installations à la hauteur des exigences des artistes), en dénonçant chaque fois les nouvelles atteintes (expulsion prochaine des Salons du Grand-Palais) à la liberté culturelle et les carences étranges de pouvoirs soi-disant démocratiques et soi-disant libéralistes.

L'OLIVIER

— QUI SONT LES PALESTINIENS ?

CINÉMA LE MARAIS
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4^e
(MÉTRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES

L'Humanité Rouge

Les menaces soviétiques sur l'Europe du Nord

Les tentacules soviétiques se déplacent sur toute la planète, l'Europe pourtant l'intéresse en priorité. Au Sud, elle intensifie sa présence navale militaire en Méditerranée, accentue son offensive politique par partis révisionnistes interposés.

Au Nord elle redéploie son arsenal militaire, de plus en plus proche, de plus en plus massif, de plus en plus menaçant, aux frontières des pays scandinaves. L'opinion publique de ces derniers commence à s'en émouvoir sérieusement et de multiples protestations s'élèvent contre l'espionnage et les pressions militaires soviétiques qui se font chaque jour plus insistantes. C'est ainsi que le Danemark vient de décider de tirer sans sommation sur

tous les navires militaires étrangers qui violeraient ses eaux territoriales. La Suède et la Norvège multiplient de leur côté les protestations contre les infiltrations de sous-marins soviétiques, de chalutiers espions, au bord de leurs côtes et parfois même à l'intérieur de leurs fjords.

A nos camarades du Parti communiste marxiste-léniniste de Suède nous empruntons cette carte commentée de la région publiée dans le numéro du 11 décembre 1975 de leur organe central «Gnistan» qui témoigne éloquemment des intenses préparatifs militaires d'agression effectifs par l'URSS dans cette zone. Elle a de quoi faire réfléchir.

Grâce à l'adhésion de la Norvège, du Danemark et de l'Islande à l'OTAN, les USA peuvent contrôler en grande partie la puissance militaire de ces pays. Les USA exercent des pressions afin de pouvoir élargir leurs bases à Andon en Norvège et à Keflavik en Islande...

L'autodétermination de l'Islande est fortement restreinte par son adhésion à l'OTAN. Pendant ces dernières années, l'Union soviétique y a aussi gagné du terrain : l'Islande a envers elle une dette de plus de 10 milliards de couronnes islandaises.

Pendant l'année 1975, l'Union soviétique fit la manœuvre navale la plus importante jusqu'à maintenant, «Okean 75», avec 220 navires sur tous les océans et dont l'objectif était de couper l'Europe de l'Ouest du reste du monde par une vaste manœuvre en tenailles.

Au milieu du mois de novembre, l'OTAN fit la manœuvre «Ocean Safari» avec 17 000 soldats et 65 navires en réponse à l'activité de l'Union soviétique.

Le plan de guérilla des USA, 10-1, qui fut dévoilé en 1969 signifiait qu'en état de guerre des «bérets verts» seraient immédiatement débarqués à Jämtland et Ostergötland et essaieraient de prendre le contrôle de la Suède.

Les centrales nucléaires suédoises sont alimentées entièrement par du combustible nucléaire américain. Mais la Suède a un contrat avec l'Union concernant des services d'enrichissement pour l'avenir. Le négociateur de l'Union soviétique s'est montré intéressé par l'exploitation en commun de l'uranium à Billingen qui représente 10 % des ressources totales en uranium de l'Europe.

Le passage de Osterson dans l'Oresund et Stora Bält est une zone d'une grande importance stratégique. En ce moment, le trafic des superpuissances y continue librement mais la Conférence sur le droit de la mer en 1976 à Caracas pourrait autoriser la Suède et le Danemark à y mettre un terme.

Le Svalbard (Spitberg) qui, depuis le traité de Versailles de 1919, est sous contrôle norvégien, subit une grande pression de la part des Soviétiques. Ceux-ci exigent que ce groupe d'îles soit mis sous juridiction commune de la Norvège et de l'Union soviétique.

Du 16 au 27 septembre 1975, l'Union soviétique fit des exercices de tir de fusées dans la zone qui se trouve entre les deux pointillés et qui selon la convention de Genève appartient à la Norvège.

Les essais de fusées qui eurent lieu pendant les négociations avec la Norvège sur le litige relatif aux frontières, sont un excellent exemple de la diplomatie impérialiste classique dite de la canonnière.

A Petchenga, un port à seulement dix km de la frontière norvégienne, l'Union soviétique a stationné une division d'infanterie motorisée de 11 000 hommes. La division est équipée de 200 chars de combat, de rampes de fusée et de canons antichars. Il y a aussi un nombre considérable de véhicules militaires.

L'Union soviétique a construit la plus grande base navale du monde sur la péninsule de Kola. La base de Mourmansk avec ses 500 650 navires, ses 100 000 hommes armés, ses armes nucléaires stratégiques et d'importants hydravions est plus grande que la totalité des bases atlantiques de l'OTAN.

Sur la péninsule de Kola, sont aussi stationnés 300 avions de combat qui ont à leur disposition 15 grands et 25 petits aérodromes.

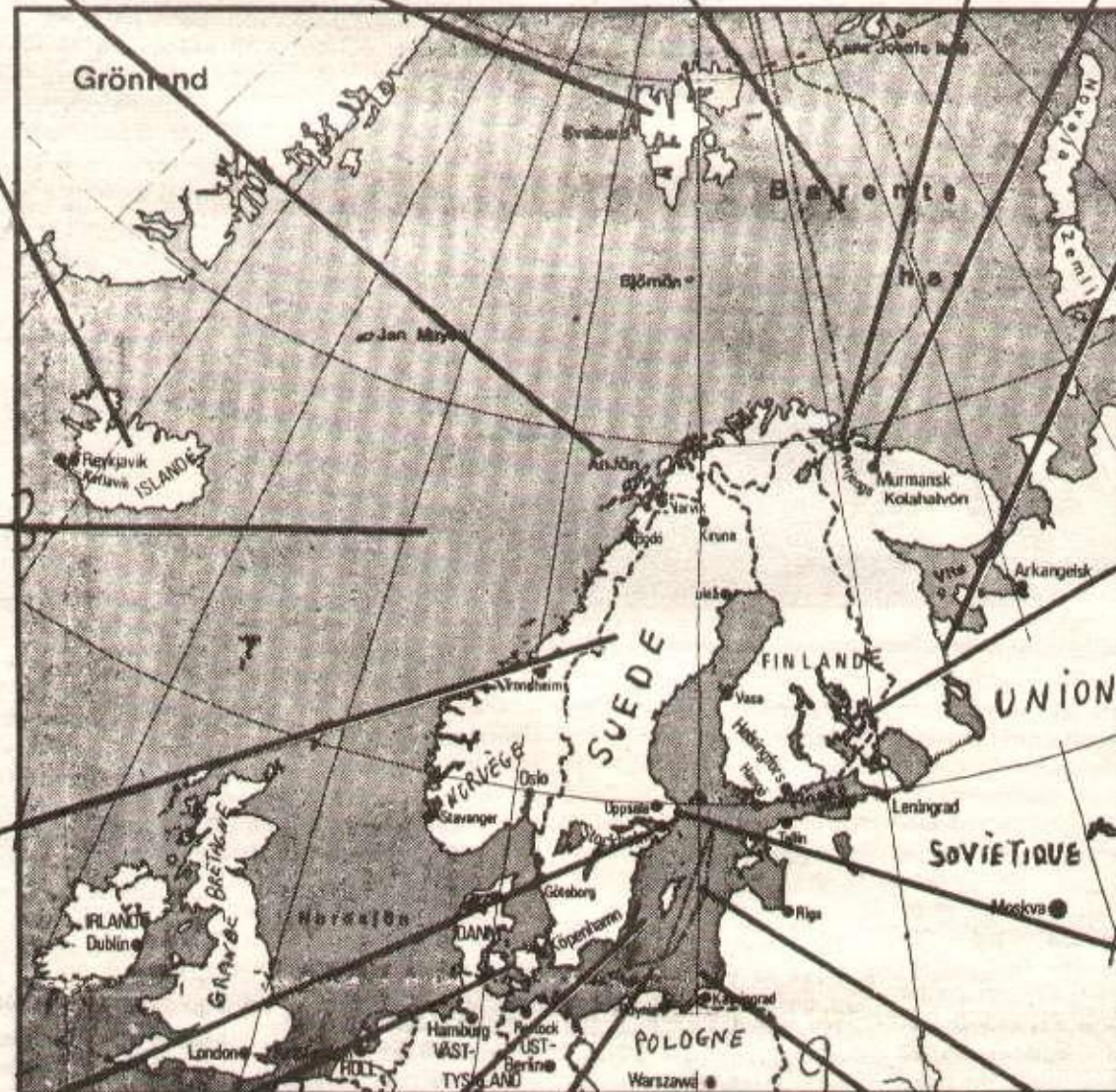
L'Union soviétique vient de draguer des canaux qui se trouvent entre le golfe de Finlande et la mer Blanche afin que des navires de guerre de la grandeur d'un contre-torpilleur puissent passer.

Si besoin était, la flotte de Osterson pourrait rapidement renforcer la flotte du nord et vice-versa, sans que l'Union soviétique ait besoin d'utiliser les embouchures de Osterson, Stora Bält et Oresund.

D'après la dernière interprétation de l'Union soviétique du pacte d'amitié et d'assistance avec la Finlande, l'Union soviétique considère qu'elle a le droit de passer par la Finlande en temps de guerre. Quand le commandant en chef dans un rapport mentionna le fait que de nouveaux chemins de fer sont construits sur la frontière finno-soviétique, ceci fut qualifié de «provocation» par l'agence Tass.

Il y a chaque année une vingtaine de violations de frontières identifiées en Suède. Les «erreurs de navigation» de chalutiers et de navires marchands dans les zones protégées suédoises, entre autre devant Söderhamn et Norrtälje, ne sont pas comprises.

La zone entre les deux pointillés est en litige dans les négociations entre la Suède et l'Union soviétique. La société suédoise de forage de pétrole, OPAB, pense qu'il y a du pétrole dans cette zone. La Suède peut s'appuyer sur le droit et la pratique internationale mais l'Union soviétique exige néanmoins que Gotland soit «exclue» du partage du plateau continental. Les négociations sont dans l'impasse.



La flotte soviétique a fait des manœuvres dans Osterson dirigées contre la Suède et le Danemark. Les «Documents et revue» de l'académie militaire décrivent il y a un an la «manœuvre d'Etat-Major de commandement Nord» exécutée par le Pacte de Varsovie :

Dans l'opération amphibie dans le sud de Osterson participèrent des unités d'infanterie de marine de la flotte soviétique et les marines polonaise et est-allemande. Les forces de débarquement rapide furent soutenues par des tirs d'artillerie et par des navires armés de fusées.

Le Pacte de Varsovie fait stationner dans Osterson six contre-torpilleurs armés de fusées, 40 contre-torpilleurs et 50 sous-marins. Les chiffres correspondants pour l'OTAN sont de trois, cinq et vingt-cinq. L'OTAN et les USA ne peuvent rien opposer aux deux croiseurs armés de fusées, aux cinq croiseurs, aux quatre contre-torpilleurs armés de fusées, aux cinq corvettes armées de fusées et aux 100 navires de débarquement du Pacte de Varsovie.